


39 114 9

Fondation



CAISSES D'ÉPARGNE
pour la solidarité

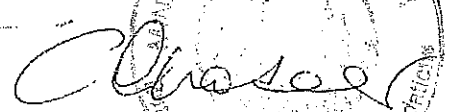
Pour le ministre et par délégation,
le chef du Bureau des Associations
et Fondations


Patrick AUDEBERT

Vu à la section de l'Intérieur

Le Samedi 22/4/16

Le Rapporteur


Bureau des Associations et Fondations

Fondation Partage et Vie

Statuts adoptés par le Conseil d'administration réuni le 22 avril 2015

PREAMBULE

La Fondation Caisses d'Épargne pour la solidarité a été créée par décret en date du 11 avril 2001 par la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et l'ensemble des 34 caisses d'épargne régionales. ce

Ont également participé à la création de la Fondation, par l'effet de la dévolution à son profit, en application de l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901, de l'ensemble de leur patrimoine, consécutive à leur dissolution décidée sous la condition suspensive de la reconnaissance d'utilité publique de ladite Fondation :

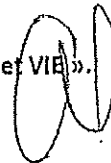
- l'Association Nationale Service Senior Ecureuil (ANSSE) ;
- l'Association Service Senior Ecureuil Outre mer (ASSEOM) ;
- et l'Association Gestion Ecureuil Foyer Résidence (GEFOR) ;

en exécution des délibérations prises en ce sens par leurs assemblées générales, respectivement, les 9 septembre 1999, 4 octobre 1999 et 11 août 1999.

La dotation est composée d'une dotation financière constituée des sommes attribuées par les fondateurs désignés supra, dont le montant initial s'est élevé à quinze millions deux cent quarante-quatre mille neuf cent un et soixante-douze centimes (15.244.901,72) d'euros, et qui a fait l'objet de l'acte de donation établi par lesdits fondateurs en vue de la reconnaissance d'utilité publique de la Fondation.

Suite à la volonté des fondateurs initiaux de privilégier les actions de lutte contre toutes les formes d'exclusion et de ne plus prendre en charge les activités opérationnelles de la fondation, une modification des modalités de sa gouvernance est nécessaire et s'accompagne d'une refonte approfondie de ses statuts.

L'établissement devient la « Fondation PARTAGE et VIE ».





I. - BUT DE LA FONDATION

Article 1er Objet de la Fondation

1.1. La « Fondation Partage et Vie » a pour objet la prise en charge de la dépendance sous toutes ses formes se déployant de l'étude jusqu'à la mise en œuvre de moyens d'intervention, conciliant la meilleure qualité de service avec le moindre coût pour les bénéficiaires et pour l'économie nationale. Le domaine principal d'intervention est la conception et la gestion de la prise en charge de la personne dont la perte d'autonomie, à domicile ou en établissement, est liée à l'âge, la maladie ou un handicap physique, sensoriel ou mental.

L'objet de la Fondation est étendu à la recherche et à toutes opérations directement ou indirectement liées à la prise en charge de l'exclusion sous toutes ses formes.

1.2. Il a vocation, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 modifiée et dans les conditions prévues aux présents statuts, à recevoir des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes mentionnés au 1-b de l'article 200 et au 1-a de l'article 238 bis du code général des impôts qui s'assignent un but analogue au sien.

Il a également vocation, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi précitée, à recevoir, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif se rattachant à ses missions, l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources sans que soit créée à cet effet une personne morale nouvelle. Cette affectation peut être dénommée fondation.

Article 2 Sièges

Le siège de la fondation est situé à Montrouge (Hauts-de-Seine) ou en tout autre commune du département. Un transfert du siège à l'intérieur de ce département pourra intervenir sur simple décision du conseil de surveillance.

Article 3 – Moyens d'actions

Les moyens d'action de la Fondation sont constitués par :

- un ou plusieurs groupes pluridisciplinaires de recherche et de réflexion voués à :
 - l'étude approfondie et globale du phénomène de dépendance au regard tant des personnes directement concernées que de leur environnement familial et social,
 - la définition des méthodes d'intervention les mieux adaptées au regard tant de la nature des services à fournir que de l'efficacité technique et économique des prestataires,
- des structures opérationnelles dotées des personnels et des équipements mobiliers et immobiliers permettant la mise en œuvre des moyens concrets de soutien aux personnes dépendantes et à leurs aidants naturels et professionnels par le développement et la gestion d'un dispositif cohérent comportant, sur l'ensemble du territoire national :
 - d'une part, un réseau favorisant l'accès aux services de maintien à domicile et assurant la coordination et le contrôle qualitatif de ces services,
 - et, d'autre part, un réseau d'établissements d'accueil, temporaire ou permanent, destiné à relayer le maintien à domicile lorsque celui-ci se révèle impossible,

- l'ouverture de comptes individualisés destinés à recevoir les versements mentionnés aux deux derniers alinéas de l'article 1^{er}.

Les moyens pourront être étendus à ceux nécessaires pour d'autres types d'intervention selon la nature des besoins qui seront identifiés dans le cadre des études sur le phénomène de dépendance. L'utilisation de l'ensemble de ces moyens sera coordonnée de telle sorte que les études et l'application opérationnelle s'enrichissent mutuellement de façon permanente.

II. - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 4 - Stipulations générales

La Fondation est dirigée par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

Un Commissaire du Gouvernement est désigné par le Ministre de l'Intérieur après avis du Ministre chargé des affaires sociales et du Ministre chargé de la recherche.

Article 5 - Conseil de surveillance - Composition - Nomination – Révocation

5.1. Le conseil de surveillance comprend 15 membres, composé de quatre (4) collèges :

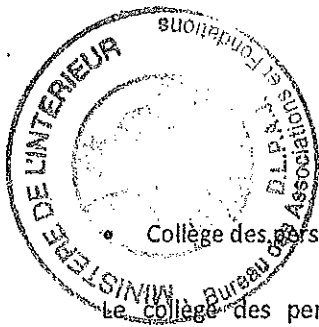
- un collège de cinq (5) partenaires institutionnels ;
- un collège de cinq (5) personnalités qualifiées ;
- un collège de deux (2) salariés de la Fondation ;
- un collège de trois (3) « amis » de la Fondation.

• Collège des partenaires institutionnels

Le collège des partenaires institutionnels comprend des personnes désignées par chacun desdits partenaires.

Les partenaires institutionnels sont :

- la Fédération Hospitalière de France - FHF,
- l'Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux - UNIOPSS,
- la Fondation Médéric Alzheimer,
- la Fondation AG2R La Mondiale,
- le Groupement Militaire de Prévoyance des Armées – GMPA



- Collège des personnalités qualifiées

Le Collège des personnalités qualifiées comprend des personnes choisies en raison de leur compétence dans le domaine d'activité de la Fondation. Celles-ci sont cooptées par les autres membres du conseil de surveillance dans les conditions définies par le règlement intérieur. Elles ne peuvent être membres de l'association des amis de la Fondation.

- Collège des salariés de la Fondation

Le collège des salariés comprend deux (2) salariés de la Fondation élus par l'ensemble du personnel dans les conditions définies par le règlement intérieur.

- Collège des « amis » de la Fondation

Le collège des « amis » de la Fondation comprend des personnes élues par les Amis de la Fondation réunis en comité, dans les conditions définies par le règlement intérieur.

5.2. A l'exception des partenaires institutionnels, les membres du conseil de surveillance sont nommés pour une durée de six (6) années. Leur mandat est renouvelable.

Le règlement intérieur précise les conditions dans lesquelles il est procédé au renouvellement des membres du conseil de surveillance.

5.3. Les membres du conseil de surveillance, autres que les partenaires institutionnels, peuvent être révoqués pour juste motif par le conseil de surveillance à la majorité des deux tiers des membres en exercice, dans le respect des droits de la défense.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de révocation d'un membre du conseil de surveillance, il sera pourvu à son remplacement à la plus prochaine séance du conseil de surveillance. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

5.4. Les membres du conseil de surveillance sont tenus d'assister personnellement aux séances du conseil de surveillance. En cas d'empêchement, un membre peut donner son pouvoir dans les conditions définies par le règlement intérieur. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un seul pouvoir.

5.5. En cas d'absences répétées sans motif valable, les membres du conseil de surveillance, autres que les partenaires institutionnels, peuvent être déclarés démissionnaires d'office par celui-ci à la majorité des deux tiers des membres en exercice, dans le respect des droits de la défense.

5.6. Un commissaire du Gouvernement, désigné par le ministre de l'Intérieur après avis du ministre chargé des affaires sociales et du ministre chargé de la recherche, assiste aux séances du conseil de surveillance avec voix consultative. Il veille au respect des Statuts et du caractère d'utilité publique de l'activité de la Fondation.

5.7 Les fonctions de membres du conseil de surveillance et de commissaire du Gouvernement sont gratuites.

Des remboursements de frais sont seuls possibles sur justificatifs, dans les conditions fixées par le conseil de surveillance et selon les modalités définies par le règlement intérieur.



Article 6 - Conseil de surveillance - Présidence

Le conseil de surveillance élit en son sein pour une durée de six (6) ans un président qui est chargé de convoquer le conseil de surveillance et d'en diriger les débats. Il désigne dans les mêmes conditions un vice-président qui peut suppléer le président.

Article 7 - Conseil de surveillance - Organisation et fonctionnement

7.1. Le conseil de surveillance se réunit au moins une fois tous les six mois. Il est également réuni à la demande du président, du quart de ses membres, du directoire ou du commissaire du Gouvernement.

7.2. Le conseil de surveillance délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour par son président et sur celles dont l'inscription est demandée par le quart au moins de ses membres, par le directoire ou par le commissaire du Gouvernement.

7.3. La présence de la majorité des membres en exercice du conseil de surveillance est nécessaire pour la validité des délibérations.

Sont réputés présents au sens du précédent alinéa, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, les membres du conseil de surveillance qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, selon les conditions prévues aux articles L.225-37 troisième alinéa, R. 225-61, R. 225-97 et R. 225-98 du code de commerce.

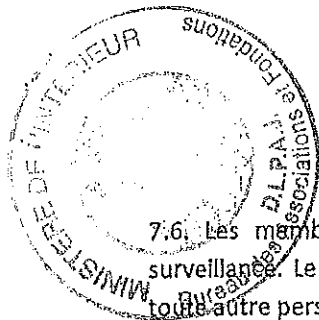
Pour le calcul du quorum, les pouvoirs ne comptent pas.

Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation dans les conditions qui sont précisées par le règlement intérieur. Le conseil de surveillance peut alors valablement délibérer si le tiers au moins des membres en exercice est présent.

7.4. A l'exception des délibérations prises selon des modalités spécifiques, c'est-à-dire celles relatives à la révocation des membres du conseil de surveillance (article 5.3), à la démission d'office des membres du conseil de surveillance (article 5.5), à la révocation du directoire (article 8.2), aux modifications statutaires (article 16) et à la dissolution de la Fondation (article 17), les délibérations du conseil de surveillance sont acquises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Lorsqu'une délibération lui paraît contraire aux Statuts, au règlement Intérieur ou aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le commissaire du Gouvernement peut demander une seconde délibération. Dans ce cas, le conseil de surveillance se prononce à la majorité des membres en exercice, présents ou représentés.

an



7.6. Les membres du directoire assistent avec voix consultative aux réunions du conseil de surveillance. Le président peut également appeler à assister à ces réunions, avec voix consultative toute autre personne dont l'avis est utile.

Les membres du conseil de surveillance, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil de surveillance sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président du conseil de surveillance. Cette obligation s'applique également à tous les membres des comités créés par le conseil de surveillance.

Article 8 - Directoire - Composition - Nomination - Révocation

8.1. Le directoire est composé de 3 à 5 personnes qui sont nommées par le conseil de surveillance qui confère à l'une d'elles la qualité de président. Les fonctions de membre du conseil de surveillance ne peuvent pas se cumuler avec celles de membre du directoire.

Les membres du directoire ne peuvent exercer simultanément des fonctions similaires qu'au sein d'une seule autre fondation et à condition d'y avoir été préalablement autorisés par le conseil de surveillance.

La durée du mandat des membres du directoire est de six (6) ans renouvelable.

L'acte de nomination fixe le montant de la rémunération des membres du directoire.

8.2. Il peut être mis fin aux fonctions des membres du directoire ou de l'un d'entre eux pour juste motif par décision du conseil de surveillance à la majorité des deux tiers des membres en exercice, dans le respect des droits de la défense.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de révocation d'un membre du directoire, il sera pourvu à son remplacement à la plus prochaine séance du conseil de surveillance. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

8.3. Le directoire se réunit au moins une fois tous les deux mois. Il se réunit également à la demande de son président ou de l'un de ses membres.

III. – ATTRIBUTIONS

Article 9 – Conseil de surveillance - Attributions

9.1. Le conseil de surveillance assure la surveillance de l'administration de la fondation par le directoire.

Il exerce en outre les attributions suivantes :

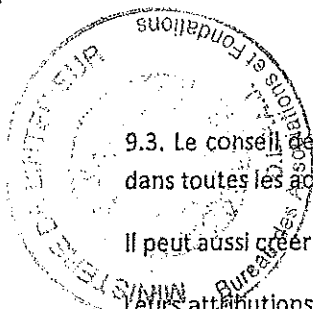
- 1° Il arrête le programme d'action de la fondation sur proposition du directoire ;
- 2° Il oriente la politique générale de la Fondation et veille à la fidélité de son action à son objet statutaire ;
- 3° Il adopte le rapport qui lui est présenté annuellement par le directoire sur la situation morale et financière de l'établissement ;
- 4° Il vote, sur proposition du directoire, le budget et ses modifications ainsi que les prévisions en matière de personnel ;
- 5° Il reçoit, discute et approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés par le directoire avec pièces justificatives à l'appui ;
- 6° Il arrête, sur proposition du directoire, la stratégie de placement des fonds de la dotation dans le respect de l'article R.931-10-21 du code de la Sécurité sociale (horizon de placement, supports autorisés, limites de risque) ;
- 7° Il adopte et modifie, sur proposition du directoire, le règlement intérieur ;
- 8° Il accepte les donations et les legs et en affecte le produit et autorise, en dehors de la gestion courante, les acquisitions et cessions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les baux et les contrats de location, la constitution d'hypothèques et les emprunts ainsi que les cautions ou garanties données au nom de la Fondation ;
- 9° Il désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste mentionnée à l'article L.822-1 du code de commerce ;
- 10° Il est tenu informé par le directoire de tout projet de convention engageant la Fondation et délibère sur les conventions entrant dans le champ de l'article L.612-5 du code de commerce dans ce cas, la personne intéressée ne participe pas au vote sur la convention la concernant.

9.2. Le conseil de surveillance peut accorder au président du directoire, dans les conditions qu'il détermine et à charge pour ledit président de lui en rendre compte à chaque réunion du conseil de surveillance, une délégation permanente propre à assurer le bon fonctionnement et la continuité de la Fondation.

Cette délégation ne peut porter que :

- sur certaines des actions visées au 1° de l'article 9.1 ci-dessus ;
- les modifications au budget revêtant un caractère d'urgence ;
- et, en dessous d'un seuil que le conseil de surveillance détermine, l'acceptation des donations et legs et leur affectation, la conclusion des marchés, baux et contrats de location et l'acceptation des cautions et garanties accordées au nom de la Fondation.

Le conseil de surveillance peut accorder au directoire, dans la limite d'un montant qu'il détermine, une délégation permanente pour les cessions et acquisitions de biens mobiliers et immobiliers, à charge pour le directoire de lui en rendre compte à chaque réunion du conseil de surveillance.



9.3. Le conseil de surveillance peut créer un ou plusieurs comités consultatifs chargés de l'assister dans toutes les actions menées par la Fondation.

Il peut aussi créer un ou plusieurs comités opérationnels chargés d'assister le directoire.

Leurs attributions, leur organisation et leurs règles de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

9.4. Le conseil de surveillance ratifie la création des fondations sous égide de la Fondation et approuve l'agrément des œuvres et organismes mentionnés aux articles 200 et 238 bis du Code Général des Impôts qui souhaitent ouvrir un compte à la Fondation.

Il reçoit et examine les comptes et les rapports moraux et financiers qui lui sont adressés chaque année par les œuvres et organismes agréés comme justification de l'emploi des fonds reçus.

Il fixe, dans le règlement intérieur, la procédure d'agrément applicable aux œuvres et organismes demandeurs, les modalités de gestion des comptes et le taux du prélèvement éventuellement perçu ou la durée de conservation des fonds par la Fondation afin d'équilibrer la gestion du service rendu.

Il décide par une délibération motivée, et après les avoir préalablement entendus, de retirer son agrément aux fondations et aux œuvres et organismes qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par les présents Statuts et le règlement intérieur ou dont le but ou les activités ne sont plus compatibles avec celles de la Fondation ou dont la gestion est de nature à compromettre l'exercice de ses activités propres.

9.5. Le conseil de surveillance approuve, chaque année, un rapport spécial qui donne toutes précisions utiles notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement des comptes des fondations individualisés et des œuvres ou organismes agréés ;
- les informations qui lui ont été transmises en application du deuxième alinéa de l'article 9.4 ;
- les œuvres ou organismes nouvellement agréés et les comptes qui ont fait l'objet d'une liquidation.

Ce rapport est adressé sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Préfet du département auprès duquel il peut être consulté par tout intéressé.

9.6. Le conseil de surveillance peut obtenir du directoire ou de tout agent de la Fondation toute pièce ou tout renseignement nécessaire à sa mission de surveillance.

Article 10 – Directoire - Attributions

10.1. Le directoire assure, sous sa responsabilité, l'administration de la Fondation.

Il met en œuvre la politique générale définie par le conseil de surveillance et pourvoit à l'exécution de ses délibérations.

Il présente au conseil de surveillance un rapport annuel sur l'activité de la Fondation et soumet à son approbation les comptes de l'exercice clos.

10.2. Sous réserve des pouvoirs attribués au conseil de surveillance et dans la limite de l'objet de la Fondation, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Fondation.

10.3. Les membres du directoire peuvent, avec l'autorisation du conseil de surveillance, répartir entre eux les tâches de la direction. Toutefois cette répartition ne peut en aucun cas avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction de la Fondation.

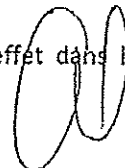
Le président du directoire, ainsi que les autres membres du directoire, si ces derniers sont habilités par le conseil de surveillance, représentent la Fondation dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile, et notamment en justice.

Les membres du directoire peuvent déléguer leur signature à des agents de la Fondation, dans les conditions définies par le règlement intérieur. Ce règlement détermine également les conditions particulières auxquelles sont subordonnées certaines décisions du directoire.

Article 11 Contrôle administratif

Sauf pour ce qui concerne la gestion courante des fonds composant la dotation, les délibérations du conseil de surveillance relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques ou de toutes autres garanties sur ces biens, ainsi qu'à la souscription d'emprunt ne sont valables qu'après approbation administrative.

L'acceptation des dons et legs par délibération du conseil de surveillance prend effet dans les conditions prévues à l'article 910 du Code civil.



IV. - DOTATIONS ET RESSOURCES

Article 12 – Dotation

La dotation est composée des sommes attribuées par les fondateurs désignés en préambule, dont le montant initial est de quinze millions deux cent quarante-quatre mille neuf cent un et soixante-douze centimes (15.244.901,72) d'euros et des dévolutions reçues par la Fondation en application de l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901, composées de l'ensemble des moyens immobiliers, mobiliers et financiers formant les structures opérationnelles de l'Association Nationale Service Senior Ecureuil (ANSSE), l'association Service Senior Ecureuil Outre mer (ASSEOM) et l'Association Gestion Ecureuil Foyer Résidence (GEFOR). Elle comprend les établissements :

Département	Adresses	Type d'établissements Nombre d'élus
Transmis par ANSSE		
DIEULEFIT (26220) Drôme	Résidence « Leïs Eschiroù » 16 rue des Reymonds	MAPAD 55
FELLETIN (23500) Creuse	Résidence « Jean Mazet » 46 route d'Aubusson	MAPAD 94
LABLACHERE (07230) Ardèche	Résidence « Les Pervenches »	MAPAD 61
LE POET LAVAL (26360) Drôme	Résidence « Le Bastidou » Quartier « Les Rivaies »	MAPAD 55
NOTH (23300) Creuse	C.R.R.F. « André Lalande »	Etablissement sanitaire 60
NOTRE DAME DE L'OSIER (38407) Isère	Résidence « Bon Rencontre »	MAPAD 24
ROANNE (42335) Loire	Résidence « Le Rivage » 26/28 bl Blanqui	MAPAD 80
VAUVERT (30600) Gard	Résidence « L'Accueil » Rue de la Barre	MAPAD 80
Transmis par ASSEOM		
* TRINITE (97220) Martinique	C.S.S.R. « La Valériane » Habitation St Joseph	Etablissement sanitaire 80
* Bien détenu par l'intermédiaire de la SCI Notre Dame, filiale à 97 % de ASSEOM		

La dotation est accrue du produit des libéralités acceptées sans affectation spéciale ou dont le donateur ou le testateur ne prescrit pas l'affectation et dont la capitalisation aura été décidée par le conseil de surveillance. Elle est également accrue d'une fraction de l'excédent des ressources annuelles nécessaire au maintien de sa valeur. Elle peut être accrue en valeur absolue par décision du conseil de surveillance.

Article 13 Placement de la dotation financière

Les actifs éligibles aux placements des fonds composant la dotation sont ceux qu'énumère l'article R.931-10-21 du code de la sécurité sociale.

Article 14 Ressources Fonctionnement financier

14.1. Les activités de la Fondation sont réparties entre deux divisions qui font l'objet d'un suivi financier et comptable distinct :

- la division centrale regroupe l'animation et l'administration générale de l'ensemble, les actions d'étude et de recherche, les actions de conception, de mise en place et de développement des services opérationnels, ainsi que les actions d'aide aux personnes les plus défavorisées,
- la division opérationnelle regroupe l'ensemble des services et structures qui concourent au soutien des personnes menacées ou frappées par la dépendance.

14.2. Les ressources annuelles de la division centrale sont constituées par :

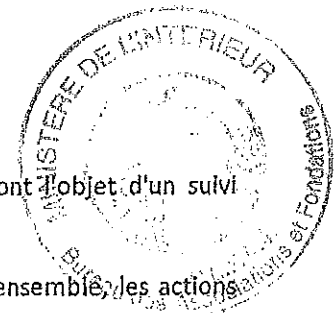
- les revenus de la dotation,
- les subventions non affectées de façon spécifique à la division opérationnelle,
- le produit des libéralités dont l'emploi est décidé,
- la participation de la division opérationnelle au coût de fonctionnement de l'administration générale de la Fondation,
- la participation des fondations individualisées, et des œuvres et organismes visés à l'article 1.2, au coût de fonctionnement de l'administration générale de la Fondation,
- les contributions de la division opérationnelle à un ou plusieurs fonds de solidarité créés par le conseil de surveillance avec une affectation spéciale au renforcement d'actions déterminées de la division centrale,
- les produits issus du placement de la trésorerie globale de la Fondation,
- le produit des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente,
- le produit des ventes et des rétributions perçues pour service rendu.

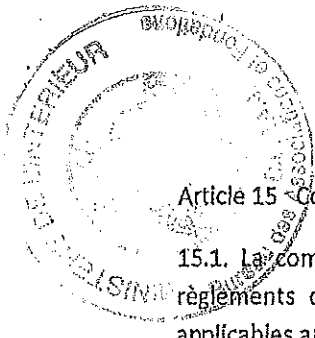
14.3. Les ressources annuelles de la division opérationnelle sont constituées par :

- le prix des services rendus,
- les subventions spécifiques,
- les emprunts destinés au financement des investissements,
- les contributions de la division centrale, spécialement décidées par le conseil de surveillance, aux coûts de certains investissements, notamment immobiliers.

14.4. La division opérationnelle est gérée en équilibre sur ses ressources définies à l'article 14.3, tant à court terme qu'à long terme.

En tant que de besoin, les charges annuelles sont augmentées des provisions nécessaires à la couverture des dépenses futures telles que les grosses réparations ou le renouvellement des équipements.





Article 15 Comptabilité

15.1. La comptabilité de la Fondation est tenue conformément au plan comptable général, aux règlements du comité de la réglementation comptable et le cas échéant aux réglementations applicables aux établissements et services de la Fondation.

Des comptabilités divisionnaires sont établies :

- pour la division centrale,
- pour la division opérationnelle dans son ensemble,
- pour chacun des services ou des établissements de la division opérationnelle.

Des budgets sont établis pour chaque comptabilité divisionnaire et consolidés dans le budget général de la Fondation.

15.2. Lorsque la Fondation reçoit d'un tiers une affectation irrévocable de biens, droits ou ressources, à charge pour elle de les gérer dans le but d'intérêt général défini par ledit tiers, elle ouvre une comptabilité divisionnaire distincte pour le suivi de cette affectation et de son emploi.

15.3. Lorsque la Fondation reçoit des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes mentionnés au 1-b de l'article 200 et au 1-a de l'article 238 bis du Code Général des Impôts, elle ouvre un compte distinct pour chacun de ces œuvres ou organismes.

15.4. La Fondation établit dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice social, fixée au 31 décembre de chaque année, des comptes annuels certifiés par un commissaire aux comptes conformément au règlement n° 2009-01 du 3 décembre 2009 du comité de la réglementation comptable relatif aux règles applicables aux fondations et fonds de dotation, homologué par l'arrêté interministériel du 29 décembre 2009.

V. - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 16 Modification des Statuts

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'après deux délibérations du conseil de surveillance, réunissant les deux tiers des membres en exercice, prises à deux mois au moins et six mois au plus d'intervalle et à la majorité des trois quarts des membres en exercice présents ou représentés.

Toutefois, une seule délibération suffit lorsque la modification a été décidée à l'unanimité des membres en exercice.

Article 17 - Dissolution - Retrait de la reconnaissance d'utilité publique- Retrait de l'autorisation fiscale

17.1. La fondation est dissoute sur décision du conseil de surveillance, prise selon les modalités prévues à l'article 16, ou en cas de retrait de la reconnaissance d'utilité publique.

En cas de dissolution le conseil de surveillance désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Fondation, auquel(s) il confère tous pouvoirs pour mener à bien cette mission. Le conseil de surveillance attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements poursuivant une finalité analogue, publics, reconnus d'utilité publique ou à un ou plusieurs des établissements visés au 5ème alinéa et suivants de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 modifiée, ou à une collectivité territoriale dans les compétences de laquelle entre l'objet de la Fondation.

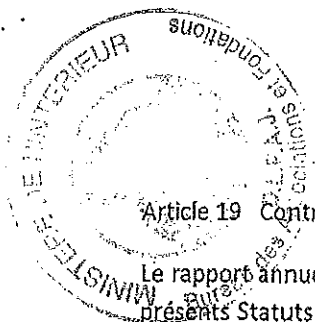
Ces délibérations sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur, au Ministre en charge des affaires sociales et au Ministre en charge de la recherche, ainsi qu'au commissaire du Gouvernement.

Dans le cas où le conseil de surveillance n'aurait pas pris les mesures indiquées, un décret en Conseil d'Etat interviendrait pour y pourvoir. Les détenteurs de fonds, titres et archives appartenant à la Fondation s'en dessaisiront valablement entre les mains du commissaire désigné par ledit décret.

17.2. Si l'autorisation prévue à l'article 200 et par le 1-19ème alinéa de l'article 238 bis du Code Général des Impôts est rapportée, notamment dans le cas prévu au II de l'article 5 de la loi n° 87 571 du 23 juillet 1987 modifiée, ou si la Fondation est dissoute, la liquidation des comptes des établissements agréés est effectuée préalablement à la liquidation des biens de la Fondation.

Article 18 Approbation gouvernementale

Les délibérations du conseil de surveillance prévues aux articles 16 et 17 ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.



VI. - SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

Article 19 Contrôle des Pouvoirs Publics

Le rapport annuel, le budget prévisionnel et les documents comptables mentionnés à l'article 15 des présents Statuts sont adressés, chaque année, au préfet du département, au ministre de l'Intérieur, au ministre chargé des affaires sociales et au ministre chargé de la recherche.

La Fondation fait droit à toute demande faite par le ministre de l'Intérieur, par le ministre chargé des affaires sociales et par le ministre chargé de la recherche de visiter ses divers services afin de se faire rendre compte de leur fonctionnement. Ils pourront notamment désigner à cet effet le commissaire du gouvernement.

Article 20 Règlement intérieur

Le règlement intérieur adopté conformément aux stipulations de l'article 9 précise les modalités d'application des présents Statuts. Il ne peut entrer en vigueur ou être modifié qu'après approbation du ministre de l'Intérieur.

Fait à Paris

Le 23 Avril 2015

Authentique sincère et véritable

Le président du conseil d'administration

Astrid BOOS

Fondation
Fondation Caissons d'épargne
pour la solidarité
Reconnue d'utilité publique
11, rue de la Vierge
CS 20018
92126 Montrouge Cedex
Tél. : 01 58 07 16 00